

Résultats de l'enquête

De bonnes notes pour la formation professionnelle

Le rythme est clairement donné par la technologie et son évolution fulgurante. En tant qu'organisation responsable de la formation professionnelle initiale et continue dans notre branche, nous devons remettre régulièrement en question les règlements, mais aussi la pratique d'enseignement et de les adapter si nécessaire.

Un grand merci à tous les responsables de formation qui se sont penchés sur le sujet, ont rempli le questionnaire et l'ont renvoyé au centre de formation. Au total, 1'500 questionnaires ont été envoyés à toutes les entreprises dans les secteurs de la technique agricole, des machines de chantier et des appareils à moteur. Le taux de retour se situe à 12%.

Les nombreuses suggestions et remarques personnelles, quoique parfois contradictoires, ont été très précieuses, car au total elles ont permis de définir différents axes. Nous avons constaté avec plaisir l'acceptation et la satisfaction générale suscitées par la formation initiale et continue.

Il faut retenir la réussite de la mise en œuvre de la formation initiale fondée sur l'ordonnance sur la formation entrée en vigueur en 2007. L'expérience des dernières années montre néanmoins que nous devons porter une attention particulière à l'examen partiel en fin de 2^e année de formation. En principe, les résultats obtenus sont très bons. Cependant l'absence de préparation peut mener à l'échec. Les responsables de formation dans les ateliers sont tenus de préparer les candidats sérieusement.

Le développement de la formation continue résulte d'une prise en compte attentive de vos remarques. Le modèle de deux ans de préparation à l'examen professionnel (examen de chef d'atelier) suivi d'un an de préparation à l'examen professionnel supérieur (examen de maîtrise) s'avère être un grand succès. Les offres de formation continue modulaires telles qu'elles sont proposées par différentes associations et professions n'ont pas fait leurs preuves partout. Des comptes rendus d'expérience en la matière sont disponibles.

L'augmentation des capacités du centre de formation de l'USM à Aarberg permet désormais d'offrir plus de cours dans le secteur des hautes technologies. Parmi les sujets d'actualité, on trouve les formations sur le bus CAN, les nouvelles technologies de moteurs, les systèmes de post-traitement des gaz d'échappement, toute la palette de l'agriculture de précision et le GPS.

L'AFP (attestation fédérale de formation professionnelle) en technique agricole exigée régulièrement par différentes personnalités ne recueille pas l'adhésion de la majorité des sondés en Suisse. Nos métiers renoncent donc pour l'instant à l'élaboration et à la mise en place d'une formation initiale en 2 ans.

L'abandon du métier initialement appris constitue un défi non seulement pour nos entreprises, mais aussi pour tout l'artisanat. Les raisons sont largement connues. Nous pouvons agir sur bon nombre d'entre elles. L'USM en tant qu'association et ses membres en tant qu'entreprises indépendantes sont tenus d'influer sur ces facteurs. Le recrutement des futurs apprenants est considéré comme une priorité essentielle. Certains outils sont à votre disposition (test Compass, dossier de préapprentissage, go4mechanic, salons professionnels). Selon nos constatations, la professionnalisation dans ce secteur doit toutefois s'accélérer considérablement.

Voici l'analyse de l'enquête. Bonne lecture!

■
Bruno Andrey
Président de la commission de la
formation professionnelle
APTA

Schrittmacher ist ganz klar die Technologie und deren rasante Entwicklung. Als verantwortliche Organisation für die berufliche Grund- und Weiterbildung in unserer Branche ist es unsere Pflicht, sowohl die Reglemente als auch die Bildungspraxis periodisch zu hinterfragen und wo nötig anzupassen.

Ja, wer die Herausforderung sucht, der soll Landmaschinenmechaniker, Baumaschinenmechaniker oder Motorgerätemechaniker werden.

Oui, celui qui cherche le défi, doit devenir mécanicien en machines agricoles, mécanicien en machines de chantier ou mécanicien d'appareil à moteur.



Herzlichen Dank allen Bildungsverantwortlichen, die sich mit der Thematik auseinandergesetzt, den Fragebogen ausgefüllt und an das Bildungszentrum zurückgesandt haben. Insgesamt wurden **1500 Bogen** an alle Betriebe der Branchen Land-, Baumaschinen- und Motorgerätetechnik verschickt. Die Rücklaufquote **betrug 12%**.

Die vielen persönlichen Anregungen und Hinweise waren, wenn teilweise auch widersprüchlich, sehr hilfreich,

Umfrageergebnisse

Gute Noten für die Berufsbildung

Landmaschinenmechaniker, Baumaschinenmechaniker, Motorgerätemechaniker – spannende Berufe in permanenter Bewegung und Entwicklung



denn insgesamt lassen sich verschiedene Stossrichtungen feststellen. Mit Genugtuung dürfen wir eine allgemeine Akzeptanz und Zufriedenheit mit der Grund- und Weiterbildung feststellen.

Es gilt festzuhalten, dass die Grundbildung, gestützt auf die im Jahr 2007 in Kraft gesetzte Bildungsverordnung, erfolgreich umgesetzt wurde. Die Erfahrungen der letzten Jahre zeigen jedoch, dass wir ein besonderes Augenmerk auf die Teilprüfung am Ende des 2. Ausbildungsjahres zu legen haben. Grundsätzlich werden sehr gute Resultate erreicht, wer sich jedoch nicht vorbereitet, riskiert den Misserfolg. Die Bildungsverantwortlichen in den Werkstätten sind gefordert, die Kandidaten seriös vorzubereiten.

Die Weiterbildung wird unter Berücksichtigung Ihrer Rückmeldungen sorgfältig weiterentwickelt. Das Modell der 2-jährigen Vorbereitung auf die Berufsprüfung (Werkstattleiterprüfung) und anschliessend die 1-jährige Vorbereitung auf die Hö-

here Fachprüfung (Meisterprüfung) erweist sich als sehr erfolgreich. Modularisierte Weiterbildungsangebote, wie verschiedene Verbände und Berufe sie anbieten, haben sich nicht überall bewährt. Erfahrungsberichte hierzu liegen vor.

Dank der grösseren Kapazität im SMU Bildungszentrum Aarberg können wir nun vermehrt Kurse im Hochtechnologiesektor anbieten. Aktuelle Themen sind CAN Bus Schulungen, neue Motortechnologien, Abgasnachbehandlungssysteme, das ganze Spektrum rund um «Precision Farming» und GPS.

Die von verschiedenen Exponenten immer wieder geforderte Attestausbildung EBA (Eidgenössisches Berufsattest) in der Landtechnik findet in der Umfrage schweizweit keine Mehrheit. Von der Erstellung und Umsetzung einer 2-jährigen Grundbildung in unseren Berufen wird daher zurzeit abgesehen.

Die Abwanderung aus dem ursprünglich erlernten Beruf stellt nicht nur für unsere Betriebe sondern für

die ganze handwerkliche Branche eine Herausforderung dar. Die Gründe sind weitgehend bekannt. Etliche können wir beeinflussen, andere aber nicht. Die SMU als Verband und die Mitglieder als einzelne Betriebe sind gefordert, an den beeinflussbaren Faktoren zu arbeiten. Der Rekrutierung der zukünftigen Lernenden gilt ein besonderes Augenmerk. Einige Hilfsmittel stehen für Sie bereit (Kompass Testung, Schupperlehrmappe, go4mechanic, Berufsmessen). Die Professionalisierung in diesem Bereich muss nach unserer Erkenntnis jedoch noch beträchtlich vorangetrieben werden. Viel Spass bei der Lektüre der nachfolgend aufgeführten Auswertung der Umfrage. ■

*Bruno Andrey
Präsident der Berufsbildungskommission
Fachverband Landtechnik*

Le dépouillement des formulaires reçus s’est avéré une tâche ardue, mais très intéressante. Le chef de projet Stefan Egger et son équipe ont minutieusement saisi les 90 points de chaque questionnaire et les ont compilés sous forme exploitable.

Vous trouverez ci-dessous les résultats regroupés. L’analyse détaillée peut être téléchargée sur www.smu.ch > Technique agricole > Formation professionnelle

55% des entreprises qui ont participé à l’enquête appartiennent à la technique agricole, 21% au secteur des machines de chantier et 24% à celui des appareils à moteur (Fig. 1).

1^{re} partie : formation initiale actuelle selon l’OrFo

Une majorité nettement supérieure à 80% est satisfaite de l’amélioration de la qualité et du développement de nos métiers obtenus grâce à la nouvelle OrFo. Le plan de formation et la répartition des contenus conforme à la pratique recueillent une large adhésion. Toujours est-il que 40% des sondés pensent qu’il faudrait transmettre plus d’enseignements lors des cours interentreprises. En revanche, les personnes interrogées tendent à refuser un allongement de la durée des CI existants ou l’ajout d’un cours supplémentaire.

La documentation d’apprentissage doit continuer d’être présentée sur papier. Cependant, un quart considère que le contenu doit être repensé et actualisé.

2^e partie : questions portant sur la formation continue

L’offre de cours pour les mécaniciens dans tous les domaines en question est considérée comme «bonne» par au moins 78% des sondés. Une amélioration serait toutefois souhaitée en matière de courant fort (Fig. 2).

La formation en deux ans pour préparer l’examen professionnel (examen de chef d’atelier) recueille également et de loin une majorité d’évaluations positives. Une minorité relativement faible voit à la rigueur un renforcement dans les secteurs du diagnostic, de la gestion du personnel, du calcul et de l’organisation de l’atelier (Fig. 3).

La formation de préparation à l’examen professionnel supérieur (examen de maîtrise) suscite une quasi-unanimité. Pour finir, on retiendra que les cours proposés actuellement recueillent une large adhésion. Un certain potentiel d’amélioration subsiste dans différents secteurs, ne serait-ce qu’en raison des progrès techniques (Fig. 4).

La question portant sur un diplôme supplémentaire a provoqué la réaction suivante:

20% des personnes interrogées approuvent la création d’un diplôme supplémentaire entre la formation initiale (CFC) et le chef d’atelier (brevet fédéral) et seulement à peine 5% entre le chef d’atelier et le maître (diplôme fédéral). Par conséquent, aucune mesure ne s’impose.

3^e partie : formation avec attestation fédérale de formation professionnelle (AFP)

75% des personnes interrogées ne voient aucune possibilité d’investir plus de temps dans la formation des apprenants AFP et 77% se voient dans l’incapacité de proposer des places d’apprentissage correspondantes.

En revanche, il est surprenant de constater que 58% seraient prêts à embaucher un collaborateur AFP une fois formé. Parmi eux, la plupart considéreraient un salaire mensuel de CHF 3’200 à 3’500 comme approprié.

40% des sondés se prononcent en faveur de la création d’une nouvelle formation AFP, ce qui signifie que 60% rejettent cette formation en principe.

La commission de la formation professionnelle remercie tous ceux qui ont participé à cette enquête et exploitera les données recueillies dans le cadre de la refonte du règlement. Elle prendra en compte les suggestions d’amélioration pertinentes dans la mesure du possible.

Hans Wyder

Die Auswertung der eingegangenen Fragebogen war eine aufwendige, aber auch sehr interessante Aufgabe.

Minutiös haben Projektleiter Stefan Egger und sein Team die insgesamt 90 Punkte pro Fragebogen erfasst und in auswertbarer Form zusammengetragen. Lesen Sie anschliessend die gruppenweise zusammengefassten Ergebnisse.

Die detaillierte Auswertungsliste kann unter «www.smu.ch > Landtechnik > Berufsbildung» heruntergeladen werden.

Die Betriebe, welche an der Umfrage teilgenommen haben, sind zu 55% in der Landtechnik, 21% in der Baumaschinentechnik und zu 24% in der Motorgerätetechnik tätig.

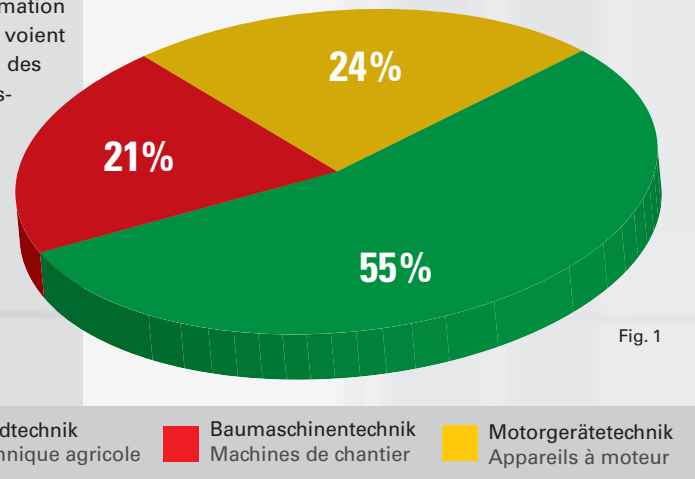


Fig. 1

1. Teil: Aktuelle Grundbildung gemäss BiVo

Mit der durch die neue BiVo erreichte Qualitätssteigerung und Weiterentwicklung unserer Berufe ist eine Mehrheit von deutlich über 80% zufrieden. Auf grosse Zustimmung stossen auch der Bildungsplan und die praxisgerechte Gewichtung der Inhalte. Immerhin 40% der Befragten sind hingegen der Meinung, dass in den ÜKs mehr Unterrichtsstoff vermittelt werden müsste. Dafür sollte aber tendenziell weder die Dauer der bestehenden ÜKs verlängert werden noch ein zusätzlicher Kurs angeboten werden.



Die Lerndokumentation sollte weiterhin in Papierform angeboten werden, allerdings ist rund ein Viertel der Befragten der Meinung, dass der Inhalt überarbeitet und aktualisiert werden sollte.

2. Teil: Fragen zur Weiterbildung

Das Kursangebot für Mechaniker wird in allen befragten Sparten mit einem Anteil «gut» von mindestens 78% bewertet. Allenfalls wäre im Fachgebiet Starkstromelektrik eine Steigerung erwünscht.

Das allgemeine Kursangebot für Mechaniker, über alle Sparten gesehen
L'offre générale de cours pour les mécaniciens, tous domaines confondus

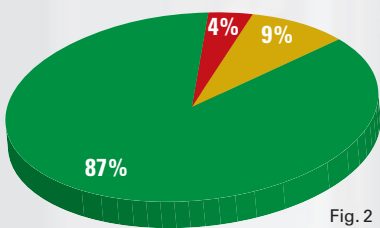


Fig. 2

Bei der 2-jährigen Ausbildung als Vorbereitung auf die Berufsprüfung (Werkstattleiterprüfung) finden sich ebenfalls mit Abstand die meisten «gut»-Beurteilungen. Eine relativ kleine Minderheit sieht allenfalls einen Ausbau auf den Gebieten Diagnostik, Personalführung, Kalkulation und Werkstattorganisation.

Die Ausbildung der Werkstattleiter, über alle Sparten gesehen
La formation des chefs d'atelier, tous domaines confondus

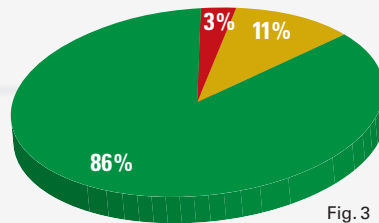


Fig. 3

Fast einhellige Zustimmung findet die Ausbildung zur Vorbereitung auf die Höhere Fachprüfung (Meisterprüfung).

Die Ausbildung der Meister, über alle Sparten gesehen
La formation des maîtres, tous domaines confondus

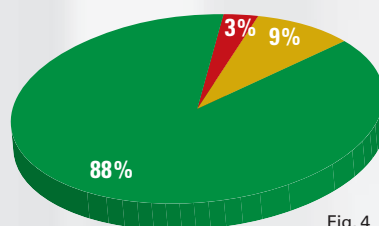


Fig. 4

Abschliessend kann festgehalten werden, dass das aktuelle Kurswesen breite Zustimmung findet. Tendenziell besteht auf verschiedenen Gebieten ein gewisses Ausbaupotential, was ja allein schon durch die fortschreitende Technik verursacht wird.

Die Frage nach einem zusätzlichen Abschluss wurde wie folgt bewertet: Einen zusätzlichen Abschluss zwischen Grundausbildung (EFZ) und Werkstattleiter (eidg. Fachausweis) befürworten 20% der Befragten und einen solchen zwischen Werkstattleiter und Meister (eidg. dipl.) lediglich knappe 5%. Hier zeichnet sich also kein Handlungsbedarf ab.

3. Teil: Ausbildung mit Eidgenössischem Berufsattest EBA

75% der Befragten sehen keine Möglichkeit, mehr Zeit in die Ausbildung von Attestlernenden zu investieren und 77% sehen sich ausser Stande, entsprechende Ausbildungsplätze anzubieten.

Hingegen wären erstaunlicherweise 58% bereit einen ausgelerneten EBA-Mitarbeiter einzustellen. Davon würden die meisten eine Monatslohn von 3'200 bis 3'500 Franken als angemessen betrachten.

Für die Schaffung einer neuen EBA-Ausbildung sprechen sich 40% der Befragten aus, das heisst, 60% lehnen diese Ausbildung generell ab.

Die Berufsbildungskommission dankt allen, die an der Umfrage teilgenommen haben und wird bei der Überarbeitung der Reglement auf die erhobenen Daten zurückgreifen und die Verbesserungsvorschläge wo möglich sinnvoll berücksichtigen.

Hans Wyder

